

DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS CONSEIL MUNICIPAL-SEANCE ORDINAIRE du lundi 18 novembre 2024 à 19h

Légalement convoqué le 12 novembre 2024, le Conseil municipal s'est réuni en séance ordinaire le lundi 18 novembre 2024 à 19h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire.

Présents : Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Olivier ROBIN, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Jean-Michel LEGRAND, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte CHEMIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Annick SERRE donne pouvoir à Séverine DEBUS
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Sylvie CHARDEYRON
Jean-Henri LAURENT donne pouvoir à Christophe BLANC
Umus PERRONE excusée sans pouvoir

Absents non excusés : Nathalie ROMANET, Mhrican AVCI, Thomas GIRARD.

Nombre de membres en exercice : 23

Nombre de membres présents : 16

Nombres de pouvoirs : 3

Nombre de membres votants : 19

DR-2024-79	ALFA3a : versement acompte participation Accueil de Loisirs	Rapporteur : Séverine DEBUS
------------	--	---------------------------------------

Conformément aux dispositions de la convention conclue entre la commune et l'association ALFA 3A pour la gestion de l'accueil de loisirs, il y a lieu de délibérer pour autoriser le versement des participations suivantes :

- **Gestion de l'accueil de loisirs** : montant de la participation 2024 arrêtée à 47 401 euros, versement d'un second acompte de 30% soit 14 220,30 euros

Cela étant exposé, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, a décidé, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **D'APPOUVER** le versement à ALFA 3A d'une participation de 14 220,30 euros correspondant au second acompte de 30 % du montant de la participation 2024 pour la gestion de l'accueil de loisirs.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

- **D'AUTORISER** Monsieur Le Maire à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.
- **DE PRECISER** que les crédits correspondants sont inscrits au compte 6574 du budget communal

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET

La Secrétaire de Séance,
Suzy CASSAR



Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.
Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-préfecture de Nantua le.....
Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET, Maire de Nantua

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.